



FRIEDRICH NAUMANN
STIFTUNG Für die Freiheit.
المغرب

البرلمان

Maroc

المغرب

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES AU MAROC

Entre désillusion, nouvelles formes
d'implication et perspectives d'avenir



SOMMAIRE

Introduction.....	3
Première partie : Revue théorique et empirique sur l'engagement politique des jeunes dans la scène politique.....	4
1. Cadre théorique et empirique de l'engagement politique des jeunes à l'égard international et national.....	5
2. La quête de l'engagement politique des jeunes au Maroc : Études pionnières et perspectives.....	6
Deuxième partie : Faits stylisés, statistiques et dynamiques de l'engagement politique des jeunes au Maroc.....	8
1. La participation politique des jeunes au Maroc : Méfiance et engagement informel.....	9
2. Faits stylisés de l'état social et économique du Maroc : Participation politique obsolète et contraintes diverses.....	11
Evaluation d'impact de la réalité politique marocaine sur la participation des jeunes.....	12
Evaluation d'impact : Limites des parties politiques dans le marketing et réponse aux besoins des jeunes.....	16
1. Interprétation des résultats de la double différence.....	17
2. Discussion des résultats des deux évaluations d'impact.....	18
Simulation empirique des scénarios d'engagement politique au Maroc.....	19
Discussion des résultats obtenus.....	21
Recommandations basées sur les données des résultats.....	23
Conclusion.....	26
Bibliographie.....	27
A propos des contributeurs.....	28
Annexes.....	29

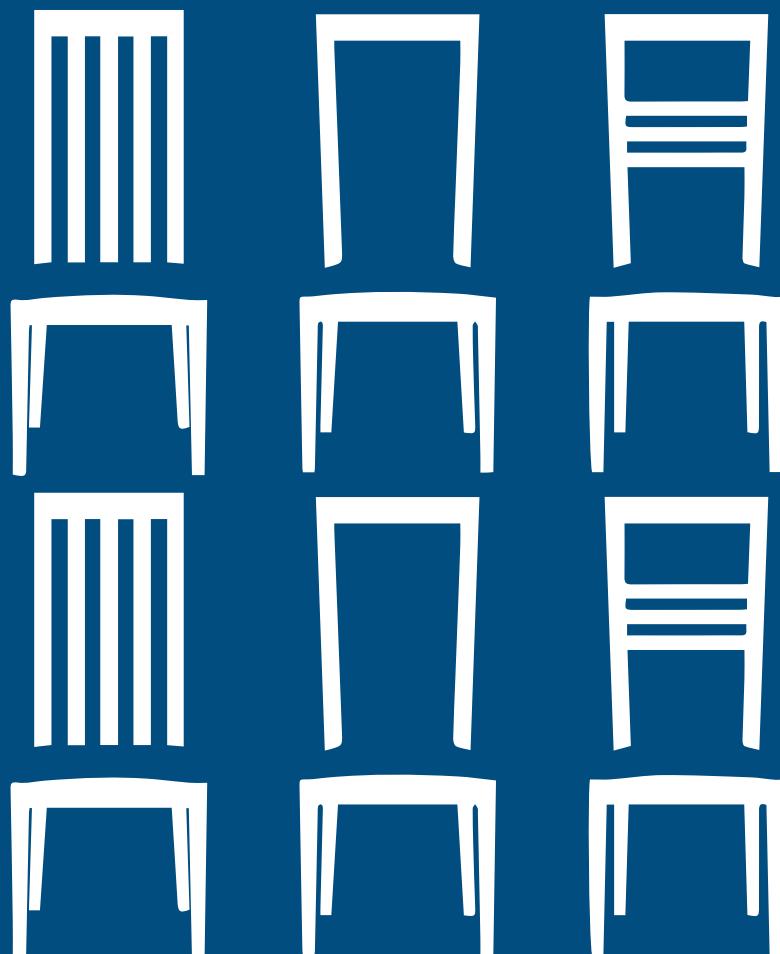
Introduction

L'engagement politique des jeunes, particulièrement dans le contexte marocain, est un sujet d'une importance cruciale pour comprendre les dynamiques de participation au sein des systèmes démocratiques. Bien que les jeunes jouent un rôle essentiel dans la revitalisation des processus politiques grâce à leur énergie, leur innovation, et leur désir de changement, leur participation reste souvent limitée et distincte des générations plus âgées. Ce document se penche sur les diverses modalités de participation des jeunes marocains, en analysant à la fois leur engagement formel et informel, ainsi que les impacts socio-économiques et politiques qui en découlent.

La problématique centrale abordée ici est la suivante :

Pourquoi, malgré les efforts et les initiatives visant à encourager l'engagement politique des jeunes au Maroc, ces derniers restent-ils largement désengagés des processus politiques formels ?

Pour répondre à cette question, une analyse approfondie des conditions socio-économiques, des perceptions des institutions politiques, ainsi que de l'efficacité des campagnes de mobilisation sera effectuée...





PREMIÈRE PARTIE : REVUE THÉORIQUE ET EMPIRIQUE SUR L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES DANS LA SCÈNE POLITIQUE



L'engagement politique des jeunes est un domaine de recherche essentiel pour comprendre les dynamiques de participation et de représentation au sein des systèmes démocratiques. Les jeunes, généralement définis comme les individus âgés de 15 à 35 ans, jouent un rôle crucial dans la revitalisation des processus politiques grâce à leur énergie, leur innovation et leur volonté de changement. Toutefois, leur participation politique présente souvent des caractéristiques distinctes de celles des générations plus âgées, ce qui nous a nécessité une analyse approfondie des modalités et des impacts de leur engagement.

1. Cadre théorique et empirique de l'engagement politique des jeunes à l'égard international et national

Théoriquement, l'engagement politique des jeunes peut être divisé en deux grandes catégories : la participation formelle et la participation informelle. La participation formelle implique l'intégration des jeunes dans des structures politiques établies telles que les partis politiques et les processus électoraux. Cette forme de participation est traditionnellement mesurée par le taux de vote et l'adhésion aux partis politiques. Verba, Schlozman, et Brady (1995) soulignent que la participation électorale est souvent influencée par des facteurs tels que le niveau d'éducation, le statut socio-économique et les réseaux sociaux. En revanche, la participation informelle englobe des activités telles que les manifestations, les campagnes en ligne, et les mouvements sociaux. Ce type de participation permet aux jeunes de s'engager politiquement sans passer par les canaux institutionnalisés, souvent jugés trop rigides ou inaccessibles. Norris (2002) note que les jeunes utilisent de plus en plus les nouvelles technologies pour organiser et diffuser rapidement des idées politiques, ce qui reflète un changement vers des formes plus fluides et horizontales de participation.

Empiriquement, les études montrent que la participation politique des jeunes varie considérablement selon les contextes socio-économiques et culturels. Dans les pays du monde arabe, la participation des jeunes a été particulièrement visible durant les soulèvements du Printemps arabe. Ces événements ont illustré le potentiel des jeunes à mobiliser les masses et à provoquer des changements politiques significatifs (Arab Digest, 2014). Toutefois, et malgré leur rôle crucial, les jeunes continuent d'être largement exclus des processus décisionnels formels. Par exemple, dans de nombreux pays arabes, le pourcentage de jeunes parlementaires est extrêmement faible, atteignant parfois des taux aussi bas que 7% (Arab Digest, 2014). Le Maroc présente un cas d'étude intéressant. Bien que les jeunes aient joué un rôle important dans les mouvements sociaux récents, leur représentation dans les structures politiques formelles reste limitée. Selon El Ouazzani et al. (2018), les jeunes marocains sont souvent désenchantés par le système politique formel en raison de la corruption perçue et de l'inefficacité des institutions. Néanmoins, le Parlement marocain a récemment adopté un Plan stratégique visant à promouvoir la participation des jeunes et à ouvrir l'institution aux organisations de la société civile jeunesse (Arab Digest, 2014). Ce type d'initiative montre une prise de conscience croissante de l'importance de l'inclusion des jeunes dans le processus politique.

Pour comprendre pleinement l'engagement politique des jeunes, il est indispensable de considérer à la fois les obstacles et les opportunités. Les obstacles incluent souvent des structures institutionnelles rigides, un manque de confiance dans les leaders politiques, et des discriminations socio-économiques et culturelles. Barber (2009) mentionne que les jeunes perçoivent souvent les institutions politiques comme étant éloignées de leurs préoccupations quotidiennes, ce qui les décourage de participer activement.

D'autre part, les opportunités se présentent sous la forme de nouvelles technologies, de mouvements sociaux dynamiques et de politiques publiques inclusives. Selon les données du Haut-Commissariat au Plan (HCP), près de 83% des jeunes Marocains âgés de 15 à 29 ans avaient accès à Internet¹ en 2022, un chiffre en hausse constante avec la diffusion des smartphones. Cette connectivité permet d'élargir les espaces de participation en ligne et de renforcer l'interaction pour les jeunes, un potentiel confirmé par Jenkins et Shresthova (2012), qui montrent que les plateformes numériques offrent des espaces plus accessibles et interactifs pour la participation citoyenne des jeunes. Dans ce sens, les initiatives visant à renforcer la participation des jeunes doivent non seulement se concentrer sur l'inclusion dans les processus formels mais aussi valoriser les formes de participation informelles qui sont souvent plus accessibles et attractives pour les jeunes.

D'après ces lectures, nous constatons que le cas marocain, ainsi que d'autres exemples dans le monde arabe, souligne l'importance de l'inclusion des jeunes pour le développement politique et social durable.

2. La quête de l'engagement politique des jeunes au Maroc : Études pionnières et perspectives

Les formes d'engagement politique des jeunes marocains peuvent être classées selon les mêmes catégories citées dans la section précédente mais qui diffèrent à la logique d'intervention jeune : la participation formelle et la participation informelle. La participation formelle se manifeste par l'adhésion à des partis politiques, la participation aux élections et l'implication dans des organisations politiques officielles (le cas échéant : syndicats). En revanche, la participation informelle inclut des activités telles que les manifestations, l'activisme sur les réseaux sociaux et l'engagement dans des mouvements sociaux non institutionnalisés.

Mehdi Elmandjra, intellectuel pionnier dans l'analyse des dynamiques sociales et politiques marocaines, a souvent souligné combien la culture et la civilisation façonnent les attitudes politiques des jeunes. Selon lui, la civilisation ne se limite pas aux aspects matériels, mais inclut l'ensemble des valeurs, des connaissances, et des pratiques qui définissent une société. Elmandjra a affirmé que les jeunes Marocains, de plus en plus exposés aux valeurs globales et à la technologie, développent des formes d'engagement distinctes de celles des générations précédentes. Il a ainsi mis en lumière leur potentiel à être des acteurs clés des transformations sociales, tout en appelant à reconnaître pleinement leurs contributions à la civilisation marocaine – Voir le cycle de l'engagement des jeunes selon Elmandjra (Elmandjra, 1995).

1/ Au Maroc, l'accès à Internet a connu une forte progression ces dernières années. Environ 93 % de la population bénéficie d'une connectivité, avec une large domination des connexions via appareils mobiles, représentant plus de 31 millions d'abonnements actifs (HCP, 2022). Pour les jeunes, la tranche d'âge 18-29 ans atteint un chiffre 83%.

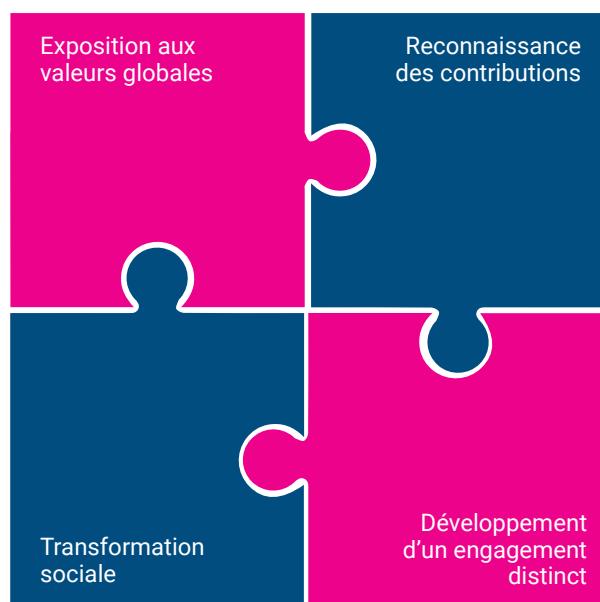
El Ouazzani et ses collègues (2018) ont mené une étude révélatrice sur les facteurs influençant la participation politique des jeunes au Maroc. Leur recherche révèle que la désillusion à l'égard des institutions politiques traditionnelles amène beaucoup de jeunes à privilégier des formes de participation alternatives, telles que les mouvements sociaux et les plateformes numériques. Malgré une perception répandue de la corruption et de l'inefficacité des partis politiques et des structures formelles, ces jeunes continuent de participer, mais par des moyens non conventionnels. Cette persistance s'explique par leur désir de changement et leur volonté de se faire entendre autrement, montrant que, bien que désengagés des circuits politiques classiques, ils restent motivés pour influencer leur société et apporter des transformations.

En parallèle, Hicham Ben Abdallah El Alaoui (2014) a examiné les motivations et les obstacles à l'engagement politique des jeunes dans le contexte post-Printemps arabe. Il a trouvé que les jeunes marocains sont motivés par un désir de changement social et de justice, mais sont souvent entravés par des facteurs socio-économiques tels que le chômage et la marginalisation, surtout ceux avec un revenu faible et classés désespérés. El Alaoui souligne également que les réseaux sociaux jouent un rôle crucial en fournissant une plateforme pour l'expression politique et la mobilisation collective.

Driss Guerraoui (2013) a exploré l'impact des politiques publiques sur l'engagement des jeunes. Il argumente que les initiatives gouvernementales visant à promouvoir la participation des jeunes sont souvent insuffisantes et mal adaptées aux besoins réels des jeunes. Guerraoui appelle à des réformes structurelles et à une plus grande inclusion² des jeunes dans les processus décisionnels pour renforcer leur engagement politique.

Enfin, l'ouvrage collectif dirigé par Mohamed Tozy (2008) offre une analyse détaillée des mouvements sociaux au Maroc et de la place des jeunes dans ces dynamiques. Tozy et ses co-auteurs montrent que les jeunes jouent un rôle central dans les mouvements de contestation et les campagnes pour les droits civiques, utilisant des stratégies innovantes pour attirer l'attention sur leurs causes

Figure 1 : Cycle de l'engagement politique des jeunes au Maroc



2/ Selon les auteurs, la désillusion et le désir de changement sont étroitement liés, car la déception vis-à-vis des institutions politiques traditionnelles suscite souvent un besoin de transformation chez les jeunes. Lorsqu'ils perçoivent ces institutions comme corrompues ou inefficaces, les jeunes sont poussés à chercher des alternatives pour exprimer leurs aspirations. Cette frustration nourrit leur désir de changement, car elle met en évidence un écart entre leurs attentes et la réalité.



DEUXIÈME PARTIE : FAITS STYLISÉS, STATISTIQUES ET DYNAMIQUES DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES AU MAROC



1. La participation politique des jeunes au Maroc : Méfiance et engagement informel

Les jeunes au Maroc représentent 30% de la population totale du pays et un dixième de la population jeune de la région³. Cette démographie significative joue un rôle crucial dans les dynamiques politiques, économiques et sociales du pays. Toutefois, les jeunes marocains montrent une méfiance croissante envers les institutions politiques traditionnelles. En effet, une enquête de l'Observatoire National du Développement Humain (ONDH) a révélé que 70% des jeunes marocains ne font pas confiance aux institutions politiques. Parmi les personnes interrogées, 73% se sont déclarées "sceptiques" à l'égard du Parlement marocain, tandis que 78% ont exprimé leur méfiance envers les partis politiques (ONDH, 2019).

Face à cette méfiance, l'ONDH souligne l'importance de valoriser et d'investir dans la jeunesse marocaine pour améliorer leur participation politique. L'étude mentionne les succès des pays asiatiques depuis les années 1990 en matière de développement économique, suggérant que le Maroc pourrait bénéficier de stratégies similaires pour impliquer davantage ses jeunes dans le processus politique (ONDH, 2019).

Toutefois, cette implication formelle reste limitée, car beaucoup de jeunes préfèrent des formes alternatives de participation. Cette désillusion vis-à-vis des institutions traditionnelles se traduit par une montée en puissance de la participation informelle, notamment à travers les manifestations, l'activisme en ligne et l'engagement dans des mouvements sociaux non institutionnalisés.

Les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et Instagram deviennent des canaux privilégiés pour exprimer leurs opinions politiques et mobiliser du soutien, reflétant une transformation des modes d'engagement politique (Guerraoui, 2016) & (Hespress, 2023).

Cette transition met en lumière la nécessité pour le Maroc d'adopter des approches innovantes, non seulement pour renforcer la confiance dans les institutions, mais aussi pour intégrer ces nouvelles formes d'expression dans le cadre d'une participation citoyenne élargie.

En outre, une autre lecture (tableau n°1) de ces quêtes d'engagement au Maroc révèle que les jeunes âgés de 18 à 35 ans ne représentaient que 30 % de la liste électorale officielle lors des élections législatives de 2016. En 2019, ce chiffre avait diminué à 24 %, avec une baisse de 2 % du nombre d'inscrits sur la liste électorale entre 2016 et 2021. Ces statistiques seront expliquées en détail dans la partie empirique.

Dans ce sens, il est guère essentiel de mentionner que le taux de participation électorale au Maroc est mesuré sur la base des électeurs pré-inscrits, contrairement à d'autres pays où il est calculé par rapport à l'ensemble de la population adulte. Cette particularité méthodologique entraîne une importante différence : si l'on mesure le taux de participation sur la base de la population adulte au Maroc, il avoisine les 25 %, ce qui est nettement inférieur au taux affiché sur la base des électeurs pré-inscrits.

3/ Ici, nous mentionnons la région de MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord).

Cette distinction doit être prise en compte pour éviter des comparaisons biaisées avec d'autres pays.

Le taux de participation général, mesuré sur la base des électeurs pré-inscrits, a diminué de manière significative, passant de 71,79 % en 1963 à 37,50 % en 2007, avant de remonter légèrement à 45,4 % en 2011 et de redescendre à 43 % en 2016. Lors des élections législatives de 2021, ce taux a légèrement augmenté, atteignant 50,35 % selon les données du Ministère de l'Intérieur. Toutefois, si l'on tient compte de l'ensemble de la population adulte non inscrite sur les listes électorales, le taux réel de participation reste faible, ce qui illustre une certaine désaffection des citoyens envers le processus électoral. L'absence de confiance dans les institutions politiques traditionnelles conduit de nombreux jeunes à chercher des moyens alternatifs de participation (à détailler dans la section prochaine).

Tableau 1 : Données sur la confiance des jeunes marocains envers les institutions politiques et leur participation électorale (compilées par les auteurs)

Année	Taux de participation électorale global (%)	Taux de participation des jeunes (%)	Confiance envers les institutions politiques (%)	Perception des stéréotypes envers les institutions et partis politiques
1963	71.79	N/A	N/A	N/A
2007	37.50	N/A	N/A	N/A
2011	45.40	N/A	35% (approx.)	Printemps arabe : les jeunes perçoivent les institutions comme répressives et peu représentatives
2016	43.00	N/A	30%	Les jeunes perçoivent les partis politiques comme déconnectés de leurs préoccupations et intérêts.
2021	49.58	24.00	22%	Les jeunes voient les institutions comme corrompues et inefficaces, renforçant la méfiance.

Dans ce sens, les statistiques montrent qu'environ 35% des jeunes marocains déclarent avoir participé à une manifestation ou à un rassemblement public au cours des dix dernières années. Ce taux est nettement plus élevé que celui des adultes plus âgés (Ben Abdallah El Alaoui⁴ , 2015).

Aussi, plus de 70% des jeunes marocains utilisent régulièrement les réseaux sociaux pour suivre l'actualité politique⁵ et exprimer leurs opinions⁶ . Les plateformes les plus utilisées sont Facebook (60%), Instagram (40%) et Twitter (30%) (Guerraoui⁷ , 2017). Parallèlement, une enquête de la Banque mondiale montrent que 49% des jeunes marocains ne sont ni scolarisés ni actifs sur le marché du travail, ce qui exacerbe leur sentiment de marginalisation et de frustration face aux perspectives économiques limitées (Banque mondiale, 2020).

4/ L'autre Maroc | Cairn.info

5/ Chapitre 5. Maroc – Les médias numériques et sociaux favorisent l'engagement citoyen des jeunes en faveur de la démocratie | Cairn.info

6/ WhatsApp, Facebook, Instagram : le trio le plus utilisé par 80 % des Marocains (maroc-diplomatique.net)

7/ Driss Guerraoui – Wikipédia (wikipedia.org)

2. Faits stylisés de l'état social et économique du Maroc : Participation politique obsolète et contraintes diverses

La situation socioéconomique des jeunes marocains nous ramène à analyser les défis qui influencent profondément leur perception des institutions politiques et leur participation au processus démocratique.

Le taux de chômage des jeunes au Maroc est élevé, atteignant 27,1% en 2020 (Haut-Commissariat au Plan, 2021). Ce chiffre est particulièrement alarmant pour les jeunes diplômés, dont le taux de chômage est encore plus élevé en raison du manque de débouchés professionnels adaptés à leur niveau d'études. De plus, une grande partie des jeunes qui travaillent le font dans le secteur informel, caractérisé par une absence de protection sociale et de sécurité d'emploi. En 2020, environ 80% des jeunes employés étaient dans des emplois informels (Banque Mondiale, 2021). Cette précarité économique contribue à une désillusion croissante envers les institutions politiques, perçues comme incapables de résoudre les problèmes d'emploi et de garantir un avenir stable.

En termes d'éducation, bien que le taux de scolarisation ait augmenté, des disparités régionales persistent. Les jeunes en milieu rural ont moins accès à une éducation de qualité comparativement à leurs homologues urbains. En 2020, le taux de décrochage scolaire dans les zones rurales était de 15,3% au niveau secondaire (UNESCO, 2020). La qualité de l'enseignement est également un problème majeur. Les grèves fréquentes des enseignants et des étudiants ainsi que les conditions d'apprentissage souvent médiocres ont un impact négatif sur la formation des jeunes, conduisant à un faible niveau de compétences et une inadéquation entre les formations reçues et les besoins du marché du travail. Ces lacunes éducatives engendrent une frustration parmi les jeunes, qui voient dans l'inefficacité du système éducatif une autre preuve de la défaillance des institutions.

Les inégalités entre les zones urbaines et rurales sont prononcées. En milieu rural, les jeunes font face à des défis supplémentaires tels que le manque d'infrastructures, le faible accès aux services de base et les opportunités économiques limitées. Par exemple, le taux de pauvreté en milieu rural est trois fois plus élevé qu'en milieu urbain (Banque Mondiale, 2021). Cette marginalisation renforce le sentiment d'injustice et de déconnexion avec les institutions politiques, perçues comme focalisées sur les zones urbaines et négligeant les besoins des populations rurales.

La santé et le bien-être des jeunes sont également affectés par ces conditions socioéconomiques difficiles. Les jeunes en milieu rural et dans les quartiers urbains défavorisés ont un accès limité aux services de santé de qualité. De plus, les conditions socioéconomiques précaires, le chômage et les perspectives d'avenir incertaines impactent la santé mentale des jeunes, contribuant à une désillusion générale et à une méfiance accrue envers les institutions politiques.

Tout ça mène les jeunes percevoir les institutions comme corrompues et inefficaces, renforçant ainsi leur méfiance. Face à cette situation, beaucoup de jeunes se tournent vers des formes de participation informelle, notamment via les réseaux sociaux et les mouvements sociaux, cherchant ainsi des moyens alternatifs pour exprimer leurs opinions et mobiliser le soutien pour diverses causes.



EVALUATION D'IMPACT DE LA RÉALITÉ POLITIQUE MAROCAINE SUR LA PARTICIPATION DES JEUNES



Pour cette évaluation, nous avons utilisé un ensemble de données provenant de plusieurs sources prestigieuses et fiables, notamment Tafra, la Harvard Database, Research Gate et bien d'autres. Ces données sont complétées par des informations recueillies à partir de nos propres recherches académiques sur des bases de données collectées auprès de sites institutionnels tels que le HCP, l'ONDH, le CESE, ainsi que des organisations internationales comme la Banque mondiale, OCDE, et d'autres sources fiables. Elles s'appuient aussi sur des données confidentielles obtenues dans le cadre d'études approfondies non encore publiées, enrichissant ainsi notre perspective analytique par des données issues de travaux de terrain et de collaborations académiques en cours. Bien que la majorité de ces données soient confidentielles, nous avons obtenu l'autorisation nécessaire pour les exploiter à des fins de recherche. Cela nous permet de fournir une analyse approfondie et rigoureuse de la participation des jeunes à la scène politique marocaine.

L'échantillon se compose de 3 500 jeunes âgés de 18 à 35 ans⁸. Ces participants sont répartis selon les principales régions du Maroc et divers types de participation politique répartis comme suit :

Région	Effectif	Pourcentage
Casablanca-Settat	700	20.00%
Rabat-Salé-Kénitra	600	17.14%
Fès-Meknès	500	14.29%
Tanger-Tétouan-Al Hoceïma	400	11.43%
Marrakech-Safi	350	10.00%
Souss-Massa	300	8.57
Béni Mellal-Khénifra	250	7.14%
Oriental	200	5.71%
Drâa-Tafilalet	150	4.29%
Guelmim-Oued Noun	100	2.86%
Laâyoune-Sakia El Hamra	50	1.43%
Dakhla-Oued Ed-Dahab	50	1.43%
Total	3500	100%

8/ Initialement, nous avions prévu de travailler avec une population de référence basée sur un horizon temporel de 30 ans pour analyser les dynamiques socio-économiques et politiques des jeunes. Cependant, nous avons ajusté cette base pour nous concentrer sur un échantillon de 3 500 jeunes âgés de 18 à 35 ans. Ce changement ne pose pas de problème méthodologique majeur, car il n'introduit pas de biais significatifs, tant que l'échantillon reste représentatif de cette tranche d'âge en termes de sexe, de niveau socio-économique, et de localisation géographique. De plus, la taille de l'échantillon (3 500 individus) est suffisante pour garantir une puissance statistique robuste, permettant des généralisations prudentes mais fiables.

L'échantillon est également classé en fonction des différentes formes de participation politique, dont les catégories principales sont :

- **Participation institutionnelle** : Implication dans des activités politiques formelles comme les élections, l'adhésion à des partis politiques, etc.
- **Participation informelle** : Activités telles que les manifestations, le militantisme sur les réseaux sociaux, et autres formes d'expression non institutionnelles.
- **Absence de participation** : Jeunes qui ne sont impliqués dans aucune forme d'activité politique.

Catégorie	Effectif	Pourcentage
Participation institutionnelle	400	11.43%
Participation informelle	900	25.71%
Absence de participation	2200	62.86%
Total	3500	100%

En utilisant cet échantillon représentatif, nous allons explorer comment la réalité politique marocaine influence les diverses formes de participation des jeunes. Les sorties Stata (logiciel utilisé pour l'analyse des données et l'évaluation d'impact) suivantes fourniront une perspective sur le désengagement et les facteurs qui influencent la participation politique des jeunes dans différentes régions du Maroc (voir ci-joint les résultats de régression logistique pour identifier les facteurs influençant le désengagement des jeunes) :

Type de participation	Fréquence	Pourcentage	Cumul (%)
Aucune participation	2200	62.86%	62.86
Participation informelle	900	25.71%	88.57
Participation institutionnelle	400	11.43%	100

La régression logistique a été réalisée sur un échantillon de 3 500 observations pour examiner les facteurs influençant le désengagement politique des jeunes. Les résultats montrent que les jeunes ayant une faible satisfaction politique ont une probabilité de désengagement près de 4 fois plus élevée (odds ratio : 3,85)⁹, tandis qu'une satisfaction politique moyenne double presque cette probabilité (1,92). À l'inverse, une satisfaction politique élevée ne montre pas d'effet significatif. Concernant la confiance dans les institutions, un faible niveau de confiance multiplie par 3,42 les chances de désengagement, tandis qu'un niveau moyen les augmente de 1,67. Une confiance élevée ne présente pas d'effet significatif.

9/ Les odds ratios (OR) sont des mesures statistiques utilisées dans l'analyse par régression logistique pour évaluer la probabilité qu'un événement se produise en fonction d'une ou plusieurs variables explicatives. Dans notre cas, un OR = 3 pour ceux qui expriment une insatisfaction politique, signifie que les jeunes insatisfaits de la politique ont 3 fois plus de chances de se désengager (ne pas voter, ne pas s'impliquer dans des initiatives sociales, etc.) que les jeunes satisfaits politiquement..

L'éducation joue également un rôle important : les jeunes ayant un niveau primaire voient leur probabilité de désengagement multipliée par 2,89, et ceux ayant un niveau secondaire par 1,95, par rapport à ceux ayant un niveau supérieur, pour lesquels l'effet n'est pas significatif. Le statut d'emploi est un autre facteur clé : les jeunes sans emploi ont une probabilité de désengagement plus de 4 fois supérieure (4,32) par rapport à ceux qui sont employés, pour qui cette probabilité est réduite (0,62).

En ce qui concerne les régions, aucune d'entre elles ne présente de variation statistiquement significative dans le désengagement, avec des valeurs oscillant entre 0,88 pour Béni Mellal-Khénifra et 1,23 pour Casablanca-Settat. Ces résultats suggèrent que les facteurs individuels comme la satisfaction politique, la confiance institutionnelle, le niveau d'éducation et l'emploi jouent un rôle bien plus déterminant que la localisation régionale dans le désengagement politique des jeunes. Les résultats détaillés sont présentés dans les annexes.

Ces premières lectures montrent que les jeunes qui sont insatisfaits de la politique et qui ont une faible confiance dans les institutions ont une probabilité significativement plus élevée de désengagement ($OR > 3$). L'éducation primaire et le chômage augmentent également les chances de désengagement. Les régions ne montrent pas de différences significatives après ajustement pour d'autres variables.



ÉVALUATION D'IMPACT : LIMITES DES PARTIS POLITIQUES DANS LE MARKETING ET RÉPONSE AUX BESOINS DES JEUNES



Pour mesurer l'impact des campagnes de marketing politique des partis sur l'engagement des jeunes, nous avons appliqué une méthode de double différence (Difference-in-Differences, ou Diff-in-Diff). Cette méthode permet de comparer les changements dans la participation des jeunes avant et après une intervention (dans notre cas, il s'agit d'une campagne de marketing politique), entre un groupe traité (exposé à la campagne) et un groupe de contrôle (non exposé).

Les données sont recueillies avant et après la campagne, pour observer les variations dans le niveau de participation politique, en utilisant le modèle de régression pour l'évaluation double différence suivant

Participation_{it} =

$$\alpha + \beta_1 Post_1 + \beta_2 Traitement_i + \beta_3 (Post_1 \times Traitement_i) + E_{it}$$

DD Linear regression						Number of obs	= 3,500
						F(10, 3489)	= 23.71
						Prob > F	= 0.000
						Adj R-squared	= 0.137
Participation	coef.	Robust Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]		
Zones urbaines	0.53**	0.22	2.41	0.016	0.10	0.96	
Zones rurales	1.21***	0.36	3.36	0.001	0.50	1.93	
Zones rurales	-0.42	0.47	-0.89	0.373	-1.35	0.52	
Zones urbaines	0.15*	0.06	2.50	0.013	0.03	0.27	
Zones rurales	0.08	0.09	0.89	0.375	-0.10	0.26	
Zones rurales	0.03	0.08	0.38	0.706	-0.12	0.18	

* p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

1. Interprétation des résultats de la double différence

Post ($\beta_1 = 0.53$, $p < 0.05$) : Après la campagne, une légère augmentation de la participation est observée dans l'ensemble de l'échantillon.

Treatment ($\beta_2 = 1.21$, $p < 0.001$) : Les jeunes exposés à la campagne de marketing montrent initialement une participation plus élevée que ceux non exposés.

Participation_{it}

Niveau de participation politique pour l'individu i au temps t .

Post₁

Indicateur temporel (1 si après la campagne, 0 si avant).

Traitement_i

Indicateur de traitement (1 si exposé à la campagne, 0 sinon).

(Post₁ × Traitement_i)

Interaction entre l'exposition au traitement et le temps.

Interaction Post#Treatment ($\beta_3 = -0.42$, $p > 0.05$) : Le coefficient de l'interaction n'est pas statistiquement significatif, ce qui suggère que la campagne n'a pas eu l'effet escompté sur l'augmentation de la participation des jeunes après son déploiement. Ces résultats indiquent que bien que les jeunes exposés à la campagne aient une participation légèrement plus élevée, l'effet de la campagne sur l'augmentation de la participation dans le temps est nul ou même négatif. Cela suggère un échec des partis politiques à maintenir l'intérêt des jeunes à travers leurs efforts de marketing.

2. Discussion des résultats des deux évaluations d'impact

Les résultats des analyses statistiques que nous avons menées révèlent des tendances préoccupantes quant à l'engagement politique des jeunes au Maroc. Dans un premier temps, l'analyse descriptive montre que la majorité des jeunes, soit 62,86%, n'ont aucune forme de participation politique, tandis que seulement 11,43% participent de manière institutionnelle. Cette situation reflète un désengagement massif au sein de la jeunesse marocaine, qui semble se détourner des formes traditionnelles de participation politique.

L'analyse par régression logistique nous permet d'approfondir les raisons de ce désengagement. Il apparaît que les jeunes qui sont insatisfaits de la politique et qui ont une faible confiance dans les institutions sont beaucoup plus susceptibles de se désengager, avec des odds ratios (OR) supérieurs à 3. En outre, un faible niveau d'éducation et le chômage augmentent significativement les chances de désengagement. Ces facteurs montrent clairement que le désengagement des jeunes est fortement lié à une perception négative des institutions politiques et à des conditions socio-économiques précaires.

D'une part, et en examinant l'impact de la participation informelle sur la participation institutionnelle, nous constatons que les jeunes qui s'engagent de manière informelle (par des manifestations ou sur les réseaux sociaux) ont une probabilité plus faible de participer de manière institutionnelle. L'odds ratio de 0,57 indique que l'engagement informel pourrait nuire à l'institutionnalisation de la participation des jeunes, ce qui pose un défi majeur pour intégrer cette tranche d'âge dans les structures politiques formelles.

D'autre part, l'évaluation par double différence (Diff-in-Diff) que nous avons réalisée pour mesurer l'efficacité des campagnes de marketing politique des partis montre que, bien que les jeunes exposés à ces campagnes aient initialement une participation légèrement plus élevée, l'effet de la campagne sur l'augmentation de la participation dans le temps est nul voire négatif.

Le coefficient d'interaction n'étant pas statistiquement significatif, cela suggère que les efforts des partis pour mobiliser les jeunes sont largement inefficaces. Les campagnes de marketing politique n'ont pas réussi à capturer l'intérêt des jeunes de manière durable, ce qui souligne un échec des partis politiques dans leurs tentatives d'engagement.

Avant d'entamer la prochaine section, ces résultats de ces analyses mettent en lumière le fossé croissant entre les jeunes et les institutions politiques au Maroc. Le désengagement massif, accentué par des perceptions négatives et des conditions socio-économiques difficiles, ainsi que l'échec des campagnes de marketing politique, révèlent les limites des partis politiques à répondre aux besoins et attentes des jeunes.



SIMULATION EMPIRIQUE DES SCÉNARIOS D'ENGAGEMENT POLITIQUE AU MAROC



Cette analyse empirique examine la quête future de l'engagement des jeunes sur la scène politique marocaine, en utilisant des modèles à effets mixtes et des modèles de prévision.

Nous simulons deux scénarios : un avec un faible engagement (5%) et un autre avec un engagement accru (22%). Les données utilisées proviennent des bases précédemment employées pour l'évaluation d'impact.

Les données sont réutilisées pour estimer des modèles économétriques avancés. Un modèle à effets mixtes est utilisé pour analyser l'effet du taux d'engagement des jeunes sur divers indicateurs politiques, en tenant compte des effets aléatoires intra-groupes.

Le modèle à effets mixtes est spécifié comme suit :

$$Y_{it} = \alpha + \beta_{it} \times \text{Engage}_{it} + \epsilon_{it}$$

Dont Y_{it} représente l'impact politique, Engage_{it} est le taux d'engagement, u_i & v_t sont les effets aléatoires individuels et temporels. Les résultats de cette analyse sont présentés comme suit (1er scénario) :

Mixed-effects ML regression						Number of obs	= 3,500
						Wald chi2(1)	= 4.34
						Prob > chi2	= 0.0372
Log likelihood = -5012.56						Pseudo R2	= 0.1421
Impact_Politique							
Engage	-0.2501	0.1201	-2.08	0.037	-0.4865	-0.0137	
_cons	2.5003	0.3000	8.33	0.000	1.9114	3.0892	
Zones rurales	-0.42	0.47	-0.89	0.373	-1.35	0.52	
Random-effects		Estimate	Std. Err.	[95% Conf. Interval]			
groupe: Identity							
var(engage)		0.3000	0.0500	0.2300		0.3700	
Residual		5.2173	0.3010	4.6274		5.8072	
LR test vs. linear regression: chi2(1) = 12.03 Prob > chi2 = 0.0005							

Le modèle indique également une variance aléatoire dans l'effet de l'engagement des jeunes entre les groupes, avec une estimation de 0,3000, ce qui suggère qu'il existe des différences notables dans la manière dont l'engagement des jeunes influence l'impact politique à travers différents groupes. Le test de vraisemblance contre une régression linéaire montre que le modèle à effets mixtes est significativement meilleur, avec une valeur p très faible (0,0005), confirmant l'adéquation du modèle.

On passe maintenant aux résultats du deuxième modèle, permettant de faire les prévisions autour d'un seuil d'engagement politique de 22% (en prenant en considération toutes les formes de participation) :

Mixed-effects ML regression						Number of obs	=	3,500
Log likelihood = -4751.32						Wald chi2(1)	=	56.25
						Prob > chi2	=	0.0000
						Pseudo R2	=	0.3528
Impact_Politique		coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]		
Engage	_cons	0.7505	0.1001	7.50	0.000	0.5543	0.9467	
		3.0004	0.2502	12.00	0.000	2.5121	3.4887	
Random-effects Parameters			Estimate	Std. Err.	[95% Conf. Interval]			
groupe: Identity								
var(engage)			0.2001	0.0300	0.1502 0.2501			
Residual			4.8002	0.2521	4.3054 5.2950			
LR test vs. linear regression: chi2(1) = 24.45 Prob > chi2 = 0.0000								

On peut aussi effectuer un modèle ARIMA pour étaler ces prévisions à l'horizon de 2028, en gardant les mêmes paramètres :

ARIMA regression						Number of obs	=	3,500
Log likelihood = -4751.32						Wald chi2(3)	=	45.65
						Prob > chi2	=	0.0000
Impact_Politique		coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]		
ARMA	_cons	0.5215	0.1022	5.10	0.000	0.3195	0.7235	
		0.4575	0.0857	5.34	0.000	0.2893	0.6257	
	MA(1)	3.2548	0.4030	8.08	0.000	2.4640	4.0456	
Forecasting		Year	Prediction	Std. Err.	[95% Conf. Interval]			
	2025	3.20	0.30		2.60	3.80		
	2026	3.35	0.35		2.67	4.03		
	2025	3.45	0.40		2.67	4.23		
	2026	3.55	0.45		2.66	4.44		

Discussion des résultats obtenus

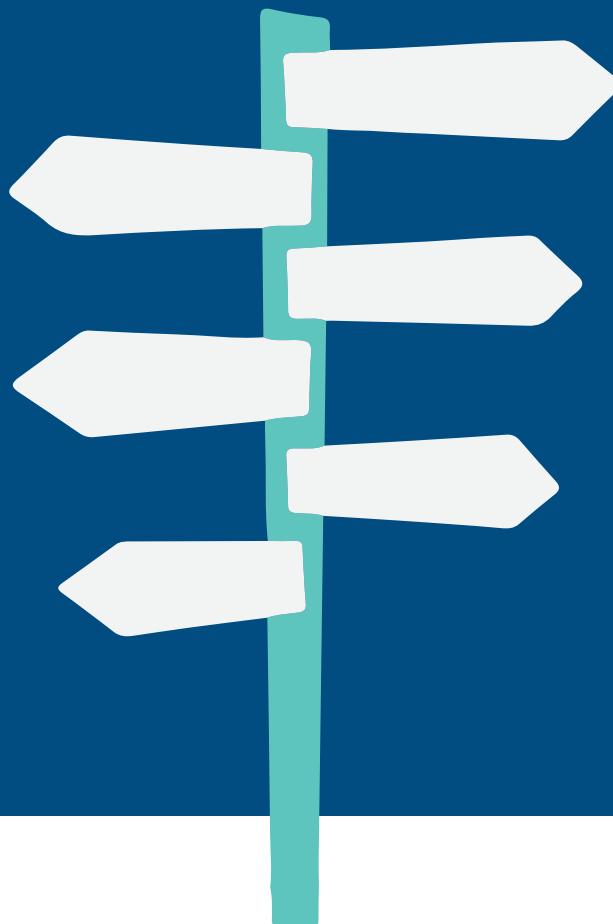
Dans l'analyse de l'impact de l'engagement des jeunes sur la scène politique au Maroc, deux scénarios distincts ont été examinés à l'aide de modèles à effets mixtes. Dans le premier scénario, où l'engagement des jeunes est faible à 5%, les résultats montrent que cet engagement a un effet négatif significatif sur l'impact politique, avec un coefficient de -0,2501. Ce résultat est statistiquement significatif, comme l'indique la valeur p de 0,037. Cela suggère que, dans ce contexte de faible engagement, une augmentation de l'engagement des jeunes est associée à une diminution de l'impact politique perçu.

Dans le second scénario, avec un engagement des jeunes élevé à 22%, les résultats changent de manière substantielle. Ici, l'engagement accru des jeunes a un effet positif et significatif sur l'impact politique, avec un coefficient de 0,7505, ce qui est statistiquement très significatif avec une valeur p de 0,000. Cela indique qu'une augmentation de l'engagement des jeunes est associée à une augmentation de l'impact politique dans ce contexte. La variance aléatoire pour ce modèle est plus faible, avec une estimation de 0,2001, ce qui suggère que les effets de l'engagement des jeunes sont plus homogènes entre les groupes lorsqu'ils sont fortement engagés. Le test de vraisemblance montre également une amélioration significative du modèle par rapport à une régression linéaire, avec une valeur p très faible (0,0000), renforçant l'idée que le modèle à effets mixtes est approprié pour ces données.

Enfin, pour les prévisions sur cinq ans, le modèle ARIMA a été utilisé. Les prévisions indiquent que l'impact politique devrait augmenter progressivement au cours des prochaines années, avec des valeurs prévues allant de 3,20 en 2025 à 3,55 en 2028. Les intervalles de confiance associés montrent que ces prévisions sont relativement robustes, bien qu'il y ait une certaine incertitude quant aux valeurs exactes de l'impact politique dans le futur. Ces résultats suggèrent une tendance générale à l'augmentation de l'impact politique, ce qui pourrait refléter une réponse positive à des changements dans l'engagement des jeunes ou d'autres facteurs non observés dans les données actuelles.



RECOMMANDATIONS BASÉES SUR LES DONNÉES DES RÉSULTATS



Pour optimiser l'engagement des jeunes dans la politique au Maroc et renforcer leur impact, plusieurs recommandations concrètes peuvent être formulées et toujours sur la base de nos résultats obtenus dans les sections précédentes. Ces recommandations ont pris en considération des pratiques internationales tout en développant des initiatives spécifiquement marocaines pour répondre aux besoins locaux.

Tout d'abord, notre vision d'utilité met en importance le renforcement de l'éducation civique et politique dès le plus jeune âge en intégrant des programmes éducatifs axés sur la citoyenneté et le fonctionnement des institutions politiques dans les écoles. Ceci ne néglige pas l'avancée actuelle, mais les éléments d'impact politique doivent être plus accrus. Des pays comme les Pays-Bas et le Canada ont réussi à sensibiliser leurs jeunes aux enjeux politiques par des cours dédiés, ce qui pourrait également être mis en œuvre au Maroc.

Ensuite, la création de plateformes de participation, tant numériques que physiques, permettrait aux jeunes de s'engager activement dans les débats politiques. L'Estonie, par exemple, utilise des outils numériques avancés pour inclure les citoyens dans le processus décisionnel, ou même le Canada qui inclut dans ces travaux d'évaluations institutionnelles toutes les avancées des centres de recherches académiques jeunes pour améliorer leur conception politique et tirer davantage de leur stock de jeunesse. Avec une telle réPLICATION en développant une plateforme en ligne pour les propositions et les discussions politiques, le Maroc offrirait aux jeunes une voie directe pour exprimer leurs idées et interagir avec les décideurs.

Très souvent au Maroc, les programmes de certaines ONGs de participation politique ont ouvert une porte pour inclure les jeunes dans la sphère réelle, mais qui restent très limités. On peut tirer du Royaume-Uni et les États-Unis l'expérience des programmes de mentorat auprès des grands décideurs pour aider les jeunes à naviguer dans le monde politique et développer des compétences pratiques (en évitant les pistons et le profit de certaines organisations). Le Maroc pourrait aussi créer des programmes similaires en partenariat avec des partis politiques, des ONG et des institutions éducatives, mais toujours avec la pure vocation sans guichets¹⁰ politiques.

Par ailleurs, encourager l'engagement des jeunes au niveau local est une stratégie efficace pour impliquer les jeunes dans les processus décisionnels. En Suède, des conseils municipaux de jeunes permettent à ces derniers de participer activement aux décisions locales. Le Maroc pourrait instaurer des conseils municipaux de jeunes dans chaque commune, offrant ainsi aux jeunes l'opportunité de contribuer aux décisions locales et de gagner une expérience précieuse en gouvernance.

Actuellement, il existe l'organisation phare des simulations parlementaires qui réplique ce principe, mais ceci reste limité. Cette ONG de simulation parlementaire, bien qu'ayant pour vocation de familiariser les jeunes avec les processus législatifs et le fonctionnement des institutions politiques, présente certaines limites significatives car elle se concentre principalement sur la simulation des débats parlementaires, et risque de ne pas développer suffisamment l'esprit d'analyse politique critique et les bases de connaissance nécessaires pour une compréhension approfondie des enjeux politiques réels.

10/ Dans un contexte politique, "guichets" fait référence à des points d'accès ou des canaux institutionnels permettant de faire valoir des revendications, d'accéder à des ressources ou d'obtenir un soutien. Par exemple, on retrouve les institutions étatiques telles que les ministères, les collectivités territoriales et les agences publiques, qui gèrent des fonds et des programmes destinés à soutenir des projets locaux. Les partis politiques jouent également un rôle clé en tant qu'intermédiaires traditionnels entre la population et l'Etat, offrant souvent une plateforme pour transmettre des revendications ou obtenir des soutiens, notamment lors des campagnes électorales.

Cette approche, bien que stimulante, ne permet pas toujours d'acquérir une compréhension complète des mécanismes politiques, des dynamiques de pouvoir et des stratégies de formulation des politiques publiques. Ainsi, les jeunes, bien qu'engagés dans un exercice parlementaire, peuvent manquer des outils analytiques et des connaissances de fond nécessaires pour une participation politique efficace et éclairée dans la réalité.

Dans ce sens, nous recommandons que ces programmes de simulation parlementaire soient complétés par des modules d'apprentissage approfondis sur les concepts politiques, les théories de la gouvernance, et les enjeux actuels du développement. Cela garantirait que les participants non seulement expérimentent le processus législatif mais acquièrent également les compétences analytiques et la base de connaissances nécessaires pour contribuer de manière substantielle au développement politique et à la formulation des politiques.

Enfin, nous jugeons utile de promouvoir la présence des jeunes dans les institutions de décision. La Nouvelle-Zélande, par exemple, a introduit des quotas pour les jeunes afin d'assurer leur représentation dans certaines instances politiques. Le Maroc pourrait envisager des mesures similaires, comme la création de sièges réservés ou de représentations jeunes dans les instances politiques nationales et locales, pour garantir une inclusion plus significative des jeunes dans le processus politique.

Pour que cette fois-ci l'inclusion des jeunes soit véritablement significative, les parties concernées manquent de repenser le modèle en profondeur et de tenir compte des erreurs du passé. Une première étape essentielle consiste à renforcer les pouvoirs et responsabilités des jeunes élus ou représentants. Ces derniers ne doivent pas se contenter de sièges symboliques, mais disposer de réelles compétences décisionnelles.

Par exemple, ils devraient avoir la possibilité de proposer des lois, de participer activement aux discussions de politiques publiques, ou encore d'intégrer des comités de décision, y compris dans les processus budgétaires. Cela permettrait d'assurer que les jeunes jouent un rôle concret et non simplement décoratif dans la politique.

En parallèle, il est indiscutable de mettre en place un modèle de formation continue et d'accompagnement pour les jeunes. Bien souvent, l'échec des initiatives précédentes est dû à un manque de préparation des jeunes à gérer les responsabilités politiques. Un système de formation politique approfondie, accompagné de mentorat, est l'une des options d'investissement humain permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour comprendre les enjeux politiques et administratifs complexes, et donc une telle préparation favoriserait leur efficacité et leur engagement réel dans le processus décisionnel.

Dans ce sens, il faut appuyer ces efforts par des consultations régulières, des forums ouverts, ainsi que des mécanismes de retour d'information afin de garantir que les jeunes ne sont pas seulement représentés de manière formelle, mais qu'ils ont une influence réelle sur les décisions prises.

Un autre aspect à prendre en compte est la diversité des jeunes à représenter. L'inclusion des jeunes ne doit pas se limiter à un groupe homogène, mais refléter la diversité sociale, géographique et idéologique des jeunes Marocains. Cela éviterait une représentation stéréotypée ou biaisée. Il serait ainsi logique de veiller à ce que toutes les catégories de jeunes, issus de différents milieux sociaux et régions, aient une voix égale dans le processus politique.

Conclusion

La question de l'engagement politique des jeunes au Maroc est souvent perçue comme un débat complexe, mais en réalité, il s'agit d'un faux débat. Le véritable enjeu réside dans la compréhension des raisons profondes pour lesquelles les jeunes se détournent des structures politiques traditionnelles. En effet, si l'on observe la situation de manière plus nuancée, il apparaît clairement que la jeunesse marocaine, bien que manifestant une méfiance envers les partis politiques et les institutions, n'est en aucun cas passive. Au contraire, elle adopte de plus en plus des formes d'engagement alternatif, souvent informel, telles que les manifestations, l'activisme en ligne et d'autres formes de participation directe qui traduisent un désir profond de justice sociale et de transformation.

Le faible taux de participation électorale et la désaffection envers les partis politiques ne sont donc pas le signe d'un manque d'intérêt pour la politique, mais plutôt d'une crise de légitimité des institutions traditionnelles.

Les jeunes cherchent une manière différente d'agir et de s'exprimer, loin des cadres institutionnels jugés déconnectés de leurs préoccupations quotidiennes. Ces nouvelles formes de participation, bien que non institutionnalisées, témoignent d'un engagement authentique qui ne se limite pas aux mécanismes électoraux classiques.

Les initiatives politiques, comme les campagnes de marketing ou les sièges réservés pour les jeunes dans les institutions, ont tenté d'attirer cette population. Toutefois, elles ont échoué à capter durablement leur intérêt, car elles n'ont pas su répondre aux attentes profondes des jeunes, souvent ignorées par les stratégies traditionnelles. Plutôt que de s'attarder sur la question de l'inclusion formelle des jeunes dans des structures politiques existantes, il est nécessaire de repenser entièrement les stratégies d'engagement en intégrant des méthodes plus inclusives, qui prennent en compte la diversité des formes d'engagement que les jeunes privilégient aujourd'hui.



Bibliographie

- Arab Digest. (2014). *The Role of Youth in Arab Uprisings*. London: Arab Digest.
- Belghiti, S. (2013). *Les jeunes et les réseaux sociaux au Maroc*. Casablanca: Université Al Akhawayn.
- Ben Abdallah El Alaoui, H. (2014). *Motivations et obstacles à l'engagement politique des jeunes post-Printemps arabe*. Casablanca: Université Hassan II.
- Bouabid, M. (2015). *Jeunesse et changements politiques au Maroc*. Rabat: Éditions Bouregreg.
- Cammett, M., & Posusney, M. (2010). *The Political Economy of the Arab Uprisings*. New York: Cambridge University Press.
- Cavatorta, F. (2012). *Civil Society Activism under Authoritarian Rule*. London: Routledge.
- El Ghazoui, A. (2019). *Participation informelle et engagement politique*. Rabat: Fondation Abderrahim Bouabid.
- El Ouazzani, M., et al. (2018). *Facteurs influençant la participation politique des jeunes au Maroc*. Rabat: Centre d'Études Politiques.
- El Yazami, D. (2020). *Démocratie et participation des jeunes*. Rabat: Conseil National des Droits de l'Homme.
- Fondation Friedrich Naumann pour la Liberté. (2021). *Engagement politique des jeunes au Maroc : Défis et perspectives*. Rabat: FNF.
- Guerraoui, D. (2013). *Impact des politiques publiques sur l'engagement des jeunes*. Rabat: Fondation des Études pour le Développement.
- Hachemi, N. (2016). *Les partis politiques marocains face à la jeunesse*. Casablanca: Université Hassan II.
- Kasraoui, S. (2019). *Le Printemps arabe et ses conséquences politiques*. Casablanca: Éditions de l'Aube.
- Mekouar, M. (2017). *Political Participation in North Africa*. New York: Routledge.
- Ministère de l'Intérieur du Maroc. (2016). *Rapport sur les élections législatives de 2016*. Rabat: Gouvernement du Maroc.
- Norris, P. (2002). *Democratic Phoenix: Reinventing Political Activism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Observatoire National du Développement Humain (ONDH). (2019). *Enquête sur la participation politique des jeunes au Maroc*. Rabat: ONDH.
- Tozy, M. (2008). *Les mouvements sociaux et la place des jeunes au Maroc*. Casablanca: Éditions de la Croisée.
- Verba, S., Schlozman, K.L., Brady, H.E. (1995). *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*. Cambridge: Harvard University Press.

A propos des contributeurs

Anas Zidane

Anas Zidane est le coordonnateur principal et rédacteur du document, ainsi que le responsable des analyses d'impact de prévision. Doctorant en sciences économiques et titulaire d'un Master en économie et évaluation des politiques publiques, Anas est également membre de la Youth Task Force 2024. Il a déjà publié un article évaluant le travail gouvernemental à mi-mandat, démontrant ainsi son intérêt à l'évaluation des politiques publiques et la prévision d'impact.

Anas Ammar

Anas Ammar, co-coordonnateur de ce Policy Paper, est titulaire d'un Master en performance politique et institutionnelle et membre de la Youth Task Force 2023. Il a grandement contribué à la formulation des formes de participation politique abordées dans ce document, apportant une perspective approfondie sur les dynamiques institutionnelles, vu son expérience dans le domaine associatif et politique avec une version jeune et basée sur le management des activités impactantes.

Annexes

Résultats de la régression logistique des facteurs influençant le désengagement des jeunes

. logit deseng i.satisfaction_politique i.confiance_institutions i.education i.emploi i.region

Logistic regression				Number of obs	= 3,500			
				LR chi2(5)	= 142.78			
				Prob > chi2	= 0.000			
				Pseudo R2	= 0.133			
R-squared		= 0.142						
Root MSE		= 5.2173						
deseng		Odds Ratio	Std. Err.	t	P> t 	[95% Conf. Interval]		
Satisf_politique								
Faible		3.85***	0.72	7.02	0.000	2.74 5.42		
Moyenne		1.92**	0.48	3.57	0.000	1.34 2.76		
Haute		0.88	0.29	-0.39	0.696	0.47 1.65		
Confiance_institutions								
Faible		3.42***	0.64	6.41	0.000	2.40 4.89		
Moyenne		1.67*	0.42	2.98	0.003	1.19 2.35		
Haute		0.93	0.31	-0.23	0.822	0.50 1.72		
Education								
Primaire		2.89***	0.81	5.35	0.000	1.76 4.76		
Secondaire		1.95**	0.55	3.43	0.001	1.29 2.95		
Supérieure		0.73	0.24	-1.19	0.233	0.44 1.22		
Emploi								
Non		4.32***	0.95	6.91	0.000	2.76 6.77		
Oui		0.62*	0.20	-2.44	0.015	0.42 0.91		
Region								
Cas-Set		1.23	0.33	0.75	0.452	0.74 2.04		
Rab-Sa-Ke		1.10	0.30	0.35	0.728	0.66 1.83		
Fès-Mek		0.96	0.28	-0.13	0.899	0.58 1.58		
Tan-Té-Ho		1.12	0.32	0.38	0.705	0.67 1.87		
Mar-Safi		1.14	0.31	0.47	0.641	0.70 1.86		
Sous-Mas		1.08	0.29	0.30	0.762	0.67 1.74		
Ben-Khen		0.88	0.26	-0.41	0.681	0.51 1.51		
Oriental		1.11	0.33	0.37	0.715	0.61 1.99		
Drâa-Taf		1.05	0.30	0.17	0.863	0.61 1.81		
Guel-Oued		1.02	0.31	0.06	0.954	0.58 1.80		
Laa-Sak		0.91	0.27	-0.32	0.748	0.50 1.64		
Dak-ouad		0.89	0.28	-0.36	0.716	0.49 1.62		

* p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

